

69445

F0506

IND-174

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

TABLE DE MATIERES

	<u>Pages</u>
Descriptif du projet.....	1
Mandat.....	7
Description de poste.....	11

I. Fondement, origine et nature de la proposition

- I. a) Résolution 209 (IX) de la Commission du 14 février 1969;
- b) Projets 9.293-Encouragement à la bonne utilisation des ressources pour le logement et l'infrastructure rurale dans le cadre du développement rural intégré - et 9.294 - Développement de l'industrie du bâtiment et des travaux publics. (voir le projet de plan à moyen terme pour les années 1976-1981 de la CEA - E/CN.14/TECO/31/Rev.2);
- c) Publication de la CEA intitulée "Etablissements humains en Afrique : le rôle de l'habitation et de la construction" (E/CN.14/HUS/15);
- d) Déclaration de principes et recommandations concernant les mesures à prendre à l'échelon national en vue du développement de l'industrie des matériaux de construction et de l'industrie du bâtiment adoptées par HABITAT : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, Vancouver, 1976;
- e) Décisions du Conseil d'administration du PNUE; et
- f) Conclusions concertées de la troisième réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique, 1976.

2. Ce projet fait suite à une série d'activités entreprises par la CEA, le PNUD, le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification du Siège, et plus récemment par le PNUE en vue de développer la capacité des pays africains en ce qui concerne les questions touchant les établissements humains; ce projet est élaboré par la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie dans le cadre du développement intégré dans lequel s'inscrivent également les petites et moyennes industries utilisant les matières premières locales et travaillant à l'aide de techniques appropriées et ne présentant aucun risque pour l'environnement.

II. Raison d'être du programme de développement de l'industrie des matériaux de construction

1. Production de matériaux locaux de construction généralement insuffisante pour faire face à l'accroissement constant de la demande globale;
2. Absence, dans la plupart des pays de la région, d'industries de fabrication de matériel électrique, d'équipement sanitaire, de verre à vitres et de quincaillerie;
3. Coût relativement élevé de la production locale en raison de la limitation de la production, du manque de compétences techniques et de gestionnaires etc. aboutissant à des coûts élevés de l'industrie du bâtiment et de la construction;

4. Abondance des ressources naturelles dans la région et nécessité de dresser un inventaire des matières premières susceptibles de fournir des matériaux de construction que l'on pourrait substituer aux matériaux importés, et ce faisant réduire ou enrayer les sorties de devises dont les réserves sont peu importantes;
5. Déséquilibre à l'échelon sous-régional de la production et de la consommation et importance limitée du commerce intra-africain y compris en ce qui concerne les marchandises que le continent exporte (bois) ou qu'il produit sans utiliser au maximum la capacité de production existante (ciment);
6. Nécessité de créer une industrie du bâtiment et de la construction viable permettant d'employer une main d'oeuvre non-qualifiée importante et d'avoir un important effet multiplicateur; et
7. Le choix d'emplacements judicieux concernant les industries moyennes et petites et l'utilisation des déchets de l'agriculture ou d'autres secteurs dans le cadre du projet, favoriseront la mise en oeuvre de programmes de développement rural intégré dans la région.

III. Objectifs

Le programme de développement de l'industrie des matériaux de construction a pour objet d'aider les pays africains, directement ou par l'intermédiaire de leurs projets et entreprises à :

1. Développer l'industrie des matériaux de construction qui sera intégrée, à mettre au point des politiques, des stratégies, des programmes et des projets concrets et à fixer des objectifs;
2. Créer des installations ne présentant aucun risque du point de vue de l'environnement et techniquement appropriées aux fins de production de matériaux de construction d'éléments et de pièces détachées, à partir des ressources locales, en quantité suffisante et de qualité satisfaisante de façon à pouvoir répondre aux besoins locaux;
3. Accroître la construction de logements et de bâtiments, et ce faisant améliorer la qualité de la vie et réduire les coûts de la construction;
4. Développer les compétences locales à tous les niveaux, y compris celles des chefs d'entreprises africains, la recherche-développement et à assurer le transfert des techniques appropriées, afin de pouvoir doter le secteur industriel des matériaux de construction et du personnel requis et de la rendre autonome;
5. Créer une industrie du bâtiment intégrée, laquelle, en stimulant les activités des industries connexes créera des possibilités d'emploi, notamment pour la main d'oeuvre non-qualifiée et contribuera ainsi au développement économique et social;

6. Accroître l'efficacité et l'utilisation des usines de matériaux de construction existantes et à créer de nouvelles industries sur la base des résultats de recherches novatrices, de la conception industrielle et de l'utilisation des ressources y compris de l'utilisation des sources d'énergie non-classiques, etc.;
7. Assurer le succès des programmes de développement rural intégré en installant des industries de matériaux de construction petites et moyennes dans les régions rurales et ce faisant créer des possibilités d'emploi, améliorer la qualité de la vie de la majorité de la population et contribuer à enrayer l'exode rural;
8. Adopter des politiques et des programmes favorisent l'autonomie, auxquels participerait la population en vue de l'amélioration de la production et d'une utilisation plus rationnelle des matériaux et techniques de construction traditionnels grâce aux coopératives, aux projets d'auto-construction et aux trames d'accueil;
9. Lancer, le cas échéant, des projets industriels multinationaux afin de combler les lacunes existantes, de réduire le déséquilibre régional en matière de production de certains matériaux de construction ou d'y remédier et contribuer à instaurer la complémentarité, la coopération et le développement intra-africains.

IV. Modalités de fonctionnement

1. Procéder à l'étude de la situation existante en ce qui concerne l'industrie des matériaux de construction; dresser l'inventaire des politiques gouvernementales, des programmes et des priorités en vigueur dans ce domaine ainsi que l'inventaire des activités des établissements de recherche s'intéressant à la construction, et des programmes de formation, afin de déterminer les domaines où des améliorations s'imposent d'urgence ainsi que l'aide nécessaire pour fixer des priorités pertinentes et mettre au point les mesures visant à faciliter la rationalisation, l'expansion et la diversification de la production des matériaux de construction et de leur approvisionnement.
2. Mettre au point des politiques et des programmes nationaux et régionaux, élaborer des projets et fixer des objectifs, en assurant les connaissances spécialisées et le savoir-faire technologique appropriés dans le domaine de l'extraction, du traitement, de la fabrication et de l'application des matériaux de construction grâce à des projets expérimentaux, des publications, des séminaires et des stages de formation.
3. Préparer des études et organiser des séminaires ou des colloques consacrés à des problèmes d'origine interne et externe spécifique qui se posent aux industries des matériaux de construction en Afrique en vue de proposer des solutions appropriées compte tenu de l'expérience d'autres régions en développement.
4. Identifier les possibilités de promotion en matière de coopération intra-africaine en ce qui concerne la formulation et de commercialisation relatifs aux matériaux et éléments de construction.

5. Aider les gouvernements africains, sur demande, à créer des institutions nationales aux fins de planification et de développement des industries des matériaux de construction, intégrées aux autres industries et secteurs économiques.

6. Aider les gouvernements africains, sur demande, à s'assurer les techniques, les connaissances spécialisées, les équipements, les ressources financières et les marchés appropriés et organiser des groupes de travail et des séminaires sur ces questions.

7. Organiser des groupes de travail ainsi que des séminaires de formation consacrés à des questions touchant la création d'industries de matériaux de construction petites et moyennes, la rationalisation, la normalisation la coordination en ce qui concerne la production, et l'utilisation des matériaux et éléments de construction, etc..

V. Rapport entre le programme de développement de l'industrie des matériaux de construction et d'autres programmes envisagés

1. L'industrie des matériaux de construction assure des facteurs de production à l'industrie du bâtiment qui a) est l'un des secteurs économiques les plus importants ne le cédant en importance qu'à l'agriculture dans les pays les moins avancés et au secteur manufacturier dans les pays les plus développés; b) contribue pour plus de la moitié à la formation de capital fixe intérieur; et c) utilise de 50 à 60 p. 100 de la production des autres secteurs industriels.

2. La création de l'industrie des matériaux de construction stimulera la création d'autres industries locales connexes telles que les industries de fabrication d'outils et d'équipements simples ainsi que de petites machines nécessaires aux programmes de construction.

3. Le programme facilitera l'urbanisation et le développement rural intégré et notamment la fourniture de matériaux de construction nécessaires au développement de l'infrastructure, l'utilisation des déchets agricoles et des matières organiques.

4. Le programme encouragera les gouvernements à formuler des politiques concernant le développement des établissements humains, y compris des politiques de recherche nationale en matière de logement, de construction et de planification.

5. Il encouragera la recherche touchant des problèmes complexes concernant les aspects socio-économiques, techniques, institutionnels et mésologiques des établissements humains et en particulier les problèmes se posant en climat tropical tels que celui de la durabilité des matériaux de construction et de la climatisation.

6. Il contribuera à l'amélioration des conditions des taudis et des colonies de squatters et en favorisera le contrôle.

7. Il facilitera l'exécution du programme de la route transafricaine et d'autres programmes routiers dans la région.

VI. Echelonnement des opérations

On compte que le programme sera axé initialement sur l'étude des situations existantes et de certaines activités opérationnelles afin de permettre de passer à la deuxième phase qui comportera un élément d'assistance technique plus important. La deuxième phase fera une plus grande place aux activités d'assistance technique concernant la formulation des politiques et stratégies aux échelons national, sous-régional et régional ainsi qu'à la détermination des conditions permettant d'instaurer des consultations interrégionales et mondiales dans le domaine de l'industrie des matériaux de construction et de fixer des priorités en la matière. Des experts des gouvernements participeront activement à toutes ces activités de façon à veiller à ce que la mise en oeuvre du programme comporte un élément "formation" important.

VII. Incidences escomptées

1. Le programme de développement de l'industrie des matériaux de construction contribuera à améliorer les conditions des établissements humains et la qualité de la vie dans l'ensemble et les logements en particulier grâce à des normes de conception et à une utilisation des ressources plus rationnelles.
2. L'africanisation de l'industrie des matériaux de construction, par opposition à l'importation des matériaux, se traduira par une économie accrue de devises et par l'application des résultats de la recherche locale.
3. Le programme permettra d'exercer un contrôle accru sur les ressources naturelles et l'adoption de politiques et de programmes rationnels de conservation des ressources et de préservation de l'environnement.
4. Il y aura une décentralisation des industries et une répartition équitable des avantages du développement.
5. Les gouvernements adopteront des politiques et des programmes intégrés et globaux dans le domaine du logement, de la construction et de la planification.
6. De plus grandes qualifications seront acquises et des techniques appropriées seront appliquées qui offriront de plus grandes possibilités d'exercer des métiers rémunérateurs et favoriseront l'esprit d'entreprise des Africains.
7. Le programme se traduira par une plus grande interdépendance économique multinationale ainsi que par une plus grande autonomie de l'Afrique, parallèlement à des échanges intra-africains en matière de matériaux de construction et d'industrie du bâtiment fondés sur la complémentarité et des politiques de développement avantageuses pour tous.

VIII. Sources de financement

Les ressources financières allouées au titre du programme et de sa mise en oeuvre proviendront :

1. du budget de la CEA, lorsque des fonctionnaires de la Commission y participeront;
2. de l'ONUDI en ce qui concerne la rémunération d'experts détachés auprès de la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie;
3. du PNUD en ce qui concerne la rémunération des experts détachés dans le cadre du programme régional du PNUD; et
4. du PNUD/Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains en ce qui concerne la rémunération des experts recrutés au titre du programme mixte CEA/PNUD relatif aux techniques des établissements humains
5. des contributions des Etats membres de la CEA à titre de la rémunération des experts nationaux de contrepartie détachés auprès de la CEA sur demande et du financement du personnel et des installations, selon que de besoin, du pays dans lequel le programme est mis en oeuvre.

IX. Personnel

Des experts africains devraient être étroitement associés au programme en tant que personnel de contrepartie. Ces experts seront détachés par des organisations nationales s'occupant déjà d'activités ayant des rapports avec l'industrie des matériaux de construction. Le personnel recruté par l'intermédiaire du PNUD, qui en assure la rétribution, sera de préférence originaire d'autres pays en développement de façon à s'assurer que l'expérience concrète et utile acquise dans d'autres régions en développement est transmise à l'Afrique. Cela permettra de contribuer à l'application effective du principe de la coopération technique entre pays en développement.

X. Division responsable du programme et organisation des activités y relatives

La Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie sera responsable du programme dont la mise en oeuvre sera assurée à partir d'Addis-Abéba. Afin que les différents pays puissent bénéficier plus facilement d'une assistance technique effective, on envisage d'inscrire au budget du projet, pour chacun des experts, un élément "déplacement" important dont le montant sera de l'ordre de 10.000 dollars des Etats-Unis par an.

XI. Echelonnement de la mise en oeuvre du programme

1. Octobre-novembre 1976 : débats au sein de la Commission sur les projets régionaux;
2. Novembre-décembre 1976 : entretiens avec des représentants de l'ONUDI;
3. Février-mars-avril 1977 : recrutement du personnel;
4. On prévoit que les activités entreprises au titre du programme, qui débiteront vers la fin de 1977, dureront d'abord trois ans à l'issue desquels le programme sera réévalué et l'étape suivante définie.

MANDAT

I. Origine

1. L'insuffisance de la production locale de matériaux de construction, qui ne permet pas de satisfaire les besoins et la demande sans cesse croissant, en dépit de l'abondance de matières premières naturelles appropriées existant en Afrique, est attestée par l'importance des importations de matériaux de construction figurant au budget des gouvernements africains, par le coût élevé et l'insuffisance des logements, des installations et des services connexes, destinés notamment aux couches défavorisées de la population ainsi que par un environnement généralement défavorable. En conséquence la CEA ainsi que d'autres organisations internationales ont accordé une haute priorité au programme de développement de l'industrie des matériaux de construction.

2. Le programme a principalement pour objet d'aider les pays africains à parvenir à l'autonomie en ce qui concerne la production de matériaux et d'éléments de construction à partir des matières premières locales et, le cas échéant, à exporter vers d'autres pays africains moins bien dotés en ressources naturelles, et ce faisant de réduire les coûts de la construction, d'accroître le nombre de logements construits, les possibilités d'emploi, d'encourager la formation de la main-d'oeuvre, la recherche-développement en matière de logement, de construction et de planification, et de corriger les déséquilibres régionaux en ce qui concerne la production et les échanges de matériaux de construction, ce qui contribuera à instaurer la complémentarité, la coopération et le développement intra-africains.

II. Travaux confiés à la mission

3. Evaluer la situation de l'industrie des matériaux de construction compte tenu des besoins actuels et futurs des pays africains et des matières premières locales disponibles, procéder à l'étude des unités de production de matériaux de construction existantes, des activités entreprises en matière de recherche-développement ainsi que des institutions s'intéressant à ces questions, des techniques de construction traditionnelles, y compris des matériaux et des conceptions en matière de construction et de bâtiment, des législations et des réglementations en matière de construction afin de déterminer si elles favorisent ou contrecarrent le développement des industries de matériaux de construction. On procédera également à l'inventaire des études et de rapports existants dans ce domaine, des projets ou programmes en cours

ou proposés concernant les techniques des établissements humains, des établissements de formation et des établissements professionnels s'occupant du perfectionnement de la main-d'oeuvre des industries du bâtiment et de la construction, en vue de jeter les bases permettant de créer à partir des institutions existantes une industrie des matériaux de construction bien intégrée capable de satisfaire les besoins à l'échelon local et le cas échéant d'identifier les possibilités de développement industriel en vue de satisfaire les besoins intra-africains.

4. Formuler, compte tenu de ce qui procède, des objectifs nationaux et, le cas échéant, régionaux, ainsi qu'une stratégie autonome cohérente et une méthode permettant de développer et d'accroître la capacité de l'industrie des matériaux de construction en Afrique en général et des différents pays en particulier, esquissant des solutions spécifiques aux problèmes identifiés dans divers secteurs et ce faisant concevoir les caractéristiques et la structure des industries de matériaux de construction envisagées qu'il conviendra de développer compte tenu en particulier de la nécessité de définir en détail leur rôle et leurs fonctions ainsi que leurs effets d'entraînement, leur structure et leur emplacement, les incidences qu'elles auront sur l'environnement et leurs modes de financement. La mission devrait identifier des domaines d'action prioritaires dans le cadre de projets pilotes et élaborer un programme d'action pour chaque pays et le cas échéant pour un groupe de pays africains en la matière.

5. La mission présentera des recommandations dans un document comportant:

- i) Un rapport d'ensemble;
- ii) Un programme concernant le développement intégré de l'industrie des matériaux de construction à l'échelon national fixant des objectifs, définissant des programmes et des stratégies ainsi que les moyens propres à assurer la mise en oeuvre desdits programmes;
- iii) Le programme de travail spécifique de la CEA en la matière en vue d'aider les gouvernements africains, individuellement ou collectivement, à mettre en oeuvre les programmes de développement national intégré et, le cas échéant, multinationaux, ainsi que les recommandations concernant la méthode la plus appropriée pour aider les gouvernements;
- iv) Les moyens les plus propres à faciliter la collaboration entre la CEA et les gouvernements en matière d'exécution du programme;
- v) Les possibilités de coopération entre deux ou plusieurs pays africains dans le domaine de la réalisation des objectifs nationaux inscrits au

programme national de développement de l'industrie des matériaux de construction;

- vi) Des recommandations relatives à l'intégration de l'industrie des matériaux de construction à d'autres branches industrielles ainsi qu'à d'autres secteurs socio-économiques.

III. Déroulement de la mission

6. Le programme de développement de l'industrie des matériaux de construction devrait être conçu de façon à:

- i) résoudre les problèmes qui se traduisent par l'absence ou l'insuffisance de production locale;
- ii) recommander les solutions appropriées à court, à moyen et long termes.

En conséquence les membres de la mission devrait avoir des entretiens avec les personnes chargées de la planification, de la conception, du financement, de la production, de la formation de la main-d'oeuvre et de l'utilisation des matériaux de construction.

7. Pour s'acquitter des activités énumérées ci-dessus la mission sera donc reçue par:

- i) les ministères du logement, des travaux publics, de la planification et des finances, de l'industrie et du commerce, ainsi que par des représentants des banques s'intéressant à la construction de logements;
- ii) des entreprises publiques participant à la production, c'est-à-dire des sociétés publiques participantes à la construction de logements, ou aux travaux d'infrastructure; des entreprises publiques de production de matériaux de construction et/ou de commercialisation et de distribution de ces matériaux;
- iii) des établissements s'intéressant à la recherche-développement en matière de construction, des centres de recherche nationaux, des groupements professionnels d'architectes et d'ingénieurs, etc.;
- iv) des entreprises privées de production de matériaux de construction destinés à l'industrie;
- v) des instituts de formation en matière de logement, de construction et de planification; des organismes centralisés de planification de la main-d'oeuvre (le cas échéant), ainsi que par les responsables des programmes de formation de cadres intermédiaires, de formation en cours d'emploi et de formation professionnelle;
- vi) des organismes internationaux s'intéressant à ce domaine; et
- vii) d'autres institutions et particuliers susceptibles d'aider la mission.

IV. Composition de la mission

8. La mission sera principalement composée:

- d'un ingénieur spécialiste de l'organisation de la production, spécialiste des industries de matériaux de construction petites et moyennes.
- d'un spécialiste des techniques à bon marché.
- d'un architecte.

9. Le chef d'équipe, qui n'appartiendra pas au système des Nations Unies et exercera ses fonctions de consultant à titre privé, sera désigné par la CEA.

V. Pays dans lesquels se rendra la mission

10. La mission devrait s'efforcer de se rendre dans un certain nombre de pays constituant un échantillon représentatif de l'Afrique; il s'agira de pays ayant des écosystèmes différents, de grands pays semi-industrialisés, des pays de superficie moyenne en cours d'industrialisation, des pays parmi les moins avancés, sans littoral et insulaires ainsi que des pays ayant des idéologies politiques différentes et des pays nouvellement indépendants. En conséquence la mission devrait se rendre dans 13 pays.

VI. Durée et calendrier de la mission

11. Les travaux de la mission débuteront le 1^{er} avril 1977 par une semaine d'information au siège de la CEA à Addis-Abéba. La mission durera environ trois mois sur le terrain et deux mois supplémentaires au moins seront nécessaires pour l'élaboration du rapport.

VII. Rapport de la mission

12. La mission achèvera son rapport à Addis-Abéba immédiatement après son retour; dans ledit rapport seront brièvement définis les domaines auxquels il conviendrait d'accorder la priorité en vue de l'exécution du programme de l'industrie des matériaux de construction au cours de la période 1977-1981.

DESCRIPTION DE POSTE

- Titre : Chef d'équipe chargé de la mission sur le terrain CEA/ONUDI concernant le programme de développement de l'industrie des matériaux de construction.
- Classe du poste : Equivalent à P5 ou D1
- Date d'entrée en service : Le plutôt possible et de préférence à la mi-mars ou au début du mois d'avril 1977
- Durée de la mission : Cinq mois
- Lieu d'affectation: Siège de la CEA (Addis-Abéba) et longs déplacements dans des pays africains au cours de la mission sur le terrain
- Attributions : Sous l'autorité du Secrétaire exécutif et sous le contrôle direct du Chef de la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie, agissant au nom du Secrétaire exécutif, le Chef d'équipe qui supervisera un spécialiste des techniques à bon marché ayant une expérience en matière de coûts de construction, de matériaux, d'éléments de construction et de services, ainsi qu'un architecte, devra se charger des activités et des fonctions prévues dans le descriptif du projet et le mandat relatifs au programme de développement de l'industrie des matériaux de construction aux fins d'établissement d'un document comportant:
- i) Un rapport d'ensemble;
 - ii) Un programme concernant le développement intégré de l'industrie des matériaux de construction à l'échelon national dans lequel seront fixés des objectifs, et définis des programmes et stratégies ainsi que des moyens propres à assurer l'exécution desdits programmes;
 - iii) Le programme de travail spécifique de la CEA dans ce domaine ayant pour objet d'aider les pays africains, individuellement ou collectivement, à mettre en oeuvre des programmes de développement national intégré, et le cas échéant des programmes multinationaux, ainsi que des recommandations sur les meilleurs moyens d'aider les gouvernements;
 - iv) Des recommandations concernant les moyens les plus propres à faciliter la collaboration entre la CEA et les gouvernements aux fins d'exécution du programme;
 - v) Des recommandations concernant les possibilités de coopération entre deux ou plusieurs pays africains aux fins de réalisation des objectifs nationaux figurant dans le programme national de développement de l'industrie des matériaux de construction; et
 - vi) Des recommandations concernant notamment l'intégration de l'industrie des matériaux de construction à d'autres secteurs industriels et socio-économiques.

Qualifications

: Ingénieur spécialiste de l'organisation de la production capable de diriger une équipe et d'en superviser les membres ayant une vaste expérience pratique de l'industrie des matériaux de construction, y compris des rapports techniques et économiques inter et intra-sectoriels, au fait des caractéristiques de l'industrie des matériaux de construction et de son évolution; le candidat aura une connaissance de l'organisation y compris de la recherche-développement, des grands problèmes technologiques de l'industrie ainsi qu'une connaissance pratique de la programmation et de la planification de cette branche aux échelons national et sous-régional; il importe particulièrement qu'il ait une connaissance socio-économique des pays en développement et de préférence des pays africains.

Langues

: Il est essentiel que le candidat ait une bonne connaissance de l'anglais et du français; la connaissance du portugais serait un atout.